



Newsletter

N° 210 – Juillet 2018

Secrétariat général de la CSSF
283, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
Adresse postale (P&T) : L-2991 Luxembourg
Tél. : (+352) 26 251-2560
E-mail : direction@cssf.lu
Site Internet : www.cssf.lu



ACTUALITE

Directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/35/UE, ci-après, la « 5^e AMLD »

Nous attirons l'attention sur la publication de la 5^e AMLD au Journal officiel de l'Union européenne L 156 du 19 juin 2018. La date de transposition en droit national de la 5^e AMLD est fixée au 10 janvier 2020.

La 5^e AMLD apporte des changements majeurs à la directive (UE) 2015/849 (ci-après « 4^e AMLD »), notamment sur les sujets suivants intéressant en particulier les professionnels du secteur financier.

I. Champ d'application et définitions :

Le champ d'application quant aux personnes assujetties est élargi :

1. A « toute autre personne qui s'engage à fournir, directement ou par le truchement d'autres personnes auxquelles cette autre personne est liée, une aide matérielle, une assistance ou des conseils en matière fiscale comme activité économique ou professionnelle principale » ;
2. Aux agents immobiliers aussi « lorsqu'ils agissent en qualité d'intermédiaires pour la location de biens immeubles, mais uniquement en ce qui concerne les transactions pour lesquelles le loyer mensuel est d'un montant égal ou supérieur à 10 000 EUR » ;
3. Aux « prestataires de services d'échange entre monnaies virtuelles et monnaies légales » et aux « prestataires de services de portefeuilles de conservation » ; tous deux devant être immatriculés auprès d'une autorité à cette fin ;
4. Aux « personnes qui négocient des œuvres d'art ou agissent en qualité d'intermédiaires dans le commerce des œuvres d'art, y compris lorsque celui-ci est réalisé par des galeries d'art et des maisons de vente aux enchères, lorsque la valeur de la transaction ou d'une série de transactions liées est d'un montant égal ou supérieur à 10 000 EUR » ;
5. Aux « personnes qui entreposent ou négocient des œuvres d'art ou agissent en qualité d'intermédiaires dans le commerce des œuvres d'art quand celui-ci est réalisé dans des ports francs, lorsque la valeur de la transaction ou d'une série de transactions liées est d'un montant égal ou supérieur à 10 000 EUR. ».

Parmi les nouvelles définitions, soulignons surtout :

1. Les « monnaies virtuelles », définies comme des « représentations numériques d'une valeur qui ne sont émises ou garanties ni par une banque centrale ni par une autorité publique, qui ne sont pas nécessairement liées non plus à une monnaie établie légalement et qui ne possèdent pas le statut juridique de monnaie ou d'argent, mais qui sont acceptées comme moyen d'échange par des personnes physiques ou morales et qui peuvent être transférées, stockées et échangées par voie électronique » ;
2. Le « prestataire de services de portefeuille de conservation », défini comme une « entité fournissant des services de conservation de clés cryptographiques privées pour le compte de ses clients à des fins de détention, de stockage et de transfert de monnaies virtuelles. ».

II. Obligations de vigilance :

1. Aux côtés de l'interdiction faite aux établissements de crédit et établissements financiers de tenir des comptes anonymes ou des livrets d'épargne anonymes figurent désormais les « coffres forts anonymes ». En ce qui concerne les titulaires et bénéficiaires de comptes anonymes, de livrets d'épargne anonymes ou de coffres forts anonymes existants, ceux-ci devront être « soumis aux mesures de vigilance à l'égard de la clientèle au plus tard le 10 janvier 2019 et, en tout état de cause, avant que ces comptes, livrets ou coffres forts ne soient utilisés de quelque façon que ce soit. ».

2. En matière d'obligations de vigilance simplifiées et concernant la dérogation accordée à la clientèle pour la monnaie électronique, les montants maximaux y référencés ont été abaissés passant de 250 à 150 euros. Le plafond de 500 euros fixés pour les instruments de paiement utilisables [au Luxembourg] devra être supprimé. Finalement, cette dérogation ne sera pas applicable « en cas de remboursement en espèces ou de retrait d'espèces de la valeur monétaire de la monnaie électronique lorsque le montant remboursé est supérieur à 50 EUR, ou en cas d'opérations de paiement à distance au sens de l'article 4, point 6), de la directive (UE) 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil, lorsque le montant payé est supérieur à 50 EUR par transaction. ».
3. L'identification du client et la vérification de son identité pourront désormais aussi être réalisées à l'aide de « moyens d'identification électronique et [...] services de confiance pertinents prévus par le règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil ou tout autre processus d'identification sécurisé, électronique ou à distance, réglementé, reconnu, approuvé ou accepté par les autorités nationales concernées ».
4. Pour ce qui concerne l'identification du bénéficiaire effectif, et spécifiquement lorsque tous les moyens possibles ont été épuisés aux fins de déterminer qui est le bénéficiaire effectif et que celui-ci est dès lors identifié comme étant la personne qui occupe la position de « dirigeant principal », il sera encore exigé des entités assujetties qu'elles « prennent les mesures raisonnables nécessaires pour vérifier l'identité de la personne physique qui occupe la position de dirigeant principal et conservent les informations relatives aux mesures prises ainsi qu'à toutes difficultés rencontrées durant le processus de vérification. ».
5. Quant aux procédures de vigilance à l'égard de la clientèle existante aux moments opportuns, la 5^e AMLD précise que ce moment opportun pourra aussi se présenter « lorsque l'entité assujettie, au cours de l'année civile considérée, est tenue, en raison d'une obligation légale, de contacter le client afin de réexaminer toute information pertinente en rapport avec le ou les bénéficiaires effectifs, ou si cette obligation a incombé à l'entité assujettie en application de la directive 2011/16/UE du Conseil ».
6. Concernant les relations d'affaires ou transactions impliquant des pays tiers à haut risque, sur base d'une liste de pays établie par la Commission européenne, plusieurs mesures de vigilance renforcées et d'atténuation des risques sont prévues. De manière générale, il se dégage de la 5^e AMLD un durcissement des conditions d'entrée en relation, de maintien des relations et d'exécution des transactions impliquant des pays tiers à haut risque.
7. Parmi les facteurs indicatifs d'un risque potentiellement plus élevé dont les personnes assujetties doivent tenir compte dans le cadre de leurs obligations de vigilance, la 5^e AMLD ajoute les « transactions liées au pétrole, aux armes, aux métaux précieux, aux produits du tabac, aux biens culturels et autres objets ayant une valeur archéologique, historique, culturelle et religieuse, ou une valeur scientifique rare, ainsi qu'à l'ivoire et aux espèces protégées. ». Elle précise également que sont à considérer comme un facteur de risque plus élevé les relations d'affaires ou transactions qui n'impliquent pas la présence physique des parties, sauf si elles sont assorties de certaines garanties comme notamment des moyens d'identification électronique ou autres.
8. Il est ajouté ici qu'en ce qui concerne les PEPs, la 5^e AMLD impose à chaque Etat membre qu'il établisse et mette à jour « une liste indiquant les fonctions précises qui, aux termes des dispositions législatives, réglementaires et administratives nationales, sont considérées comme étant des fonctions publiques importantes ».

III. Registre central :

1. Plusieurs dispositions de la 5^e AMLD portent sur le registre central et les informations qu'il doit contenir, notamment concernant les bénéficiaires effectifs. Soulignons surtout l'obligation faite aux entités assujetties et, le cas échéant, aux « autorités compétentes de signaler toute divergence qu'elles rencontrent entre les informations sur les bénéficiaires effectifs disponibles dans le registre central et les informations sur les bénéficiaires effectifs qui sont à leur disposition. ».
2. L'accès au registre central devra désormais aussi être permis « à tout membre du grand public », sans besoin d'un intérêt légitime à démontrer, ce qui ne sera pas le cas pour ce

qui concerne les informations sur les bénéficiaires effectifs d'une fiducie ou d'un trust ou d'une construction juridique similaire.

Il est encore ajouté ici que, tant sous l'angle de l'article 30 (en lien avec le projet de loi n° 7217 qui institue un registre des bénéficiaires effectifs) que sous celui de l'article 31 (en lien avec le projet de loi n° 7216 qui institue un registre des fiducies (trusts)) de la 4^e AMLD, la 5^e AMLD exige des Etats membres qu'ils veillent à ce que toute infraction aux obligations d'obtention et de conservation d'informations adéquates, exactes et actuelles sur les bénéficiaires effectifs faites aux entités visées « fasse l'objet de mesures ou de sanctions efficaces, proportionnées et dissuasives. ».

Par ailleurs, plusieurs articles viennent encore renforcer la coopération entre autorités compétentes.

Une version consolidée de la 4^e AMLD, incluant les modifications apportées par la 5^e AMLD, peut être consultée sous le lien suivant :

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:02015L0849-20180709&from=EN>

RESSOURCES HUMAINES

Evolution du personnel de la CSSF

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la CSSF a recruté 3 nouveaux agents. Ces agents ont été affectés aux services suivants :

Département juridique

Sophie GIALLOMBARDO

Surveillance des entreprises d'investissement

Liz MEYER

On-site inspection

Stefano HEINEN

Suite au départ de deux agents, la CSSF compte 804 agents, dont 435 hommes et 369 femmes au 1^{er} juillet 2018.

AVERTISSEMENTS

Avertissements publiés par l'OICV-IOSCO

Plusieurs avertissements ont été publiés sur le site Internet de l'OICV-IOSCO à l'adresse :

http://www.iosco.org/investor_protection/?subsection=investor_alerts_portal.

REGLEMENTATION NATIONALE

Loi du 22 juin 2018 portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993

La loi du 22 juin 2018 portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier en vue de l'introduction de lettres de gage portant sur les énergies renouvelables vise à modifier certaines dispositions relatives aux banques d'émission de lettres de gage contenues dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. Les modifications opérées par la loi concernent

deux volets principaux. Le premier volet de la loi vise à établir le cadre légal pour un nouveau type de lettres de gage axées sur les énergies renouvelables afin de compléter la gamme de produits qui sont à la disposition des acteurs du marché. Avec la création de la lettre de gage « énergies renouvelables », la place financière du Luxembourg se dote d'un produit financier soumis à des standards très élevés et ayant un lien direct avec le secteur mondial des énergies renouvelables. La loi s'inscrit ainsi dans une stratégie de diversification de la place financière. Le second volet de la loi apporte des modifications ponctuelles au régime des banques d'émission de lettres de gage qui suivent certaines recommandations récentes de l'Autorité bancaire européenne (ABE/EBA).

Règlement CSSF N° 18-04

Le règlement CSSF N° 18-04 fixe le taux du coussin contracyclique pour le troisième trimestre de l'année 2018. Ce taux est maintenu à 0 %.

Règlement grand-ducal du 2 juillet 2018 modifiant le règlement grand-ducal du 21 décembre 2017

L'objet du règlement grand-ducal est d'apporter les modifications nécessaires au règlement grand-ducal du 2 juillet 2018 suite à l'entrée en vigueur de la loi du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers et de la loi du 17 avril 2018 relative aux indices de référence.

Circulaire CSSF 18/693

L'objet de la circulaire est de porter à l'attention des personnes concernées les Orientations de l'Autorité bancaire européenne (ABE-EBA) concernant les clients liés au sens de l'article 4, paragraphe 1, point 39, du règlement (UE) n° 575/2013 (EBA/GL/2017/15) qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2019 et que la CSSF entend respecter en sa qualité d'autorité compétente.

Circulaire CSSF 18/694

L'objet de la circulaire CSSF 18/694 est d'informer les personnes et entités surveillées des déclarations émises par le GAFI lors de sa plénière de juin 2018 concernant (i) les juridictions dont le régime de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme présente des déficiences substantielles et stratégiques ; (ii) les juridictions dont le régime de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme requiert l'application de mesures de vigilance renforcées proportionnelles aux risques émanant de ces juridictions et (iii) les juridictions dont le régime de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme n'est pas satisfaisant.

Circulaire CSSF 18/696

La circulaire vise à mettre en œuvre dans la réglementation luxembourgeoise applicable aux fonds monétaires soumis à la surveillance de la CSSF et aux gestionnaires luxembourgeois de fonds monétaires les lignes de conduite *Guidelines on stress tests scenarios under Article 28 of the MMF Regulation* (Réf. ESMA/34-49-115) publiées le 21 mars 2018 par l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF-ESMA).

REGLEMENTATION BANCAIRE ET MECANISME DE SURVEILLANCE UNIQUE

(uniquement en anglais)

Single Supervisory Mechanism - European Central Bank (ECB)

Publications

1 June 2018 - [ECB published the revised list of supervised entities \(as of 1 April 2018\)](#)

20 June 2018 - [ECB published a revised version of the manual for Asset Quality Review of banks](#)

The ECB has updated its manual for the Asset Quality Review (AQR) of euro area banks. The manual contains the methodology for assessing the valuations of bank assets from a prudential perspective. The update incorporates the implications of the entry into force of the new accounting standard IFRS9. The revised manual reflects also the increased importance for ECB Banking Supervision of business models focussed on investment services.

June 2018 - [Letters from the Chair of the Supervisory Board to members of the European Parliament](#)

The ECB has published several letters from the Chair of the Supervisory Board to members of the European Parliament in response to written requests relating to, among others, the EBA guidelines, banks' interactions with borrowers, and mortgages.

Interviews and speeches

6 June 2018 - "[The digitalization of banking - supervisory implications](#)" - Speech by Pentti Hakkarainen, Member of the Supervisory Board of the ECB, Lisbon Research Centre on Regulation and Supervision of the Financial Sector Conference.

10 June 2018 - "[Interview with La Cuatro](#)" - Interview with Danièle Nouy, Chair of the Supervisory Board of the ECB, conducted by Rebeca Gimeno and broadcast in Noticias Cuatro.

12 June 2018 - "[Interview with Les Echos](#)" - Interview with Pentti Hakkarainen, Member on the Supervisory Board of the ECB, conducted by Solenn Poullenc.

19 June 2018 - "[Banking union: prospects for integration and further consolidation](#)" - Speech by Pentti Hakkarainen, Member of the Supervisory Board of the ECB, SAFE Policy Center Lecture at Goethe University, Frankfurt am Main.

19 June 2018 - "First ordinary hearing in 2018 at the European Parliament's Economic and Monetary Affairs Committee", [Introductory statement](#) by Danièle Nouy, Chair of the Supervisory Board of the ECB, Brussels.

21 June 2018 - "[Good governance - an asset for all seasons](#)", Keynote speech by Danièle Nouy, Chair of the Supervisory Board of the ECB, at the farewell seminar of Jan Sijbrand "From Lehman to Bitcoin - trends and cycles in financial supervision", Amsterdam.

European Commission and European Council**Publications**

4 June 2018 - Publication of [Commission Implementing Regulation \(EU\) 2018/815 of 1 June 2018](#) on the extension until 15 December 2018 of the transitional periods related to own funds requirements for exposures to central counterparties (CCPs) set out in Regulations (EU) No 575/2013 and (EU) No 648/2012 of the European Parliament and of the Council.

4 June 2018 - Publication of [Council Decision \(EU\) 2018/817 of 22 May 2018](#) on the position to be adopted, on behalf of the European Union, within the EEA Joint Committee concerning the amendment of Annex IX (Financial services) to the EEA Agreement (EMIR Level 2 Acts).

19 June 2018 - Publication of [Directive \(EU\) 2018/843 of the European Parliament and of the Council of 30 May 2018](#) amending Directive (EU) 2015/849 on the prevention of the use of the financial system for the purposes of money laundering or terrorist financing, and amending Directive 2009/138/EC and 2013/36/EU.

European Banking Authority (EBA)

Publications

18 June 2018 - EBA published its 2017 Annual Report

The European Banking Authority (EBA) has published its [2017 Annual Report](#). It provides a detailed account of all the work the EBA achieved in the past year. It also anticipates the key areas of focus in the coming years.

21 June 2018 - [EBA launched its Staff Papers series](#)

The EBA has launched its Staff Papers series, which provides a platform for EBA staff to disseminate research and thematic analyses to a wider public. The EBA Staff Papers series will make available selected studies on financial regulation, supervisory policy and legal issues of general interest with the aim of stimulating discussion and public debate.

25 June 2018 - [EBA published Opinion to hasten the preparations of financial institutions for Brexit](#)

The EBA has published an Opinion relating to the risks posed by lack of preparation by financial institutions for the departure of the UK from the EU. In this Opinion, the EBA asks competent authorities to ensure that financial institutions take practical steps now to prepare for the possibility of a withdrawal of the UK from the EU with no ratified Withdrawal Agreement in place, and no transition period.

In this respect, please refer to the [CSSF Press Release 18/22](#).

Capital Requirements Directive and Regulation

1 June 2018 - [EBA published final amended technical standards on supervisory disclosure](#)

These Implementing Technical Standards (ITS) specify the format, structure, contents list, and annual publication date of the supervisory information to be disclosed by competent authorities. The amended draft ITS reflect changes to the EU legal framework in particular, following the LCR Delegated Act, the EBA Guidelines on SREP and the establishment of the SSM.

11 June 2018 - [EBA issued revised list of implementing technical standards \(ITS\) validation rules](#)

The EBA has issued a revised list of validation rules in its ITS on supervisory reporting, highlighting those which have been deactivated either for incorrectness or for triggering IT problems.

20 June 2018 - [EBA issued updated recommendation on the equivalence of third country confidentiality regimes](#)

The EBA has updated its recommendation on the equivalence of confidentiality and professional secrecy regimes by adding three entities to the equivalence list: the Guernsey Financial Services Commission, the Superintendency of Financial Services of the Central Bank of Uruguay, and the Bank of Korea.

25 June 2018 - [EBA updated its guides on supervisory data](#)

The EBA has published two versions of its guides on data updated in particular in light of IFRS9 developments. Both the EBA methodological guide on how to compile risk indicators and detailed risk analysis tools and the EBA guidance note on compiling IMF FSIs with EBA ITS data provide insights to users on how to explore supervisory data available through the EBA reporting framework.

29 June 2018 - [EBA published updated ITS package for 2019 benchmarking exercise](#)

The EBA has published an update to its ITS on benchmarking of internal approaches. The ITS include all benchmarking portfolios that will be used for the 2019 benchmarking exercise.

Payment Services Directive**13 June 2018** - [EBA published documents for clarifying the implementation of standards on strong customer authentication and secure communication under the PSD2](#)

The EBA has published two regulatory products, an [Opinion](#) and a [Consultation paper](#) on draft Guidelines. These papers clarify a number of issues around the regulatory technical standards (RTS) on strong customer authentication and common and secure communication, which will apply from 14 September 2019.

Consultations**Capital Requirements Directive and Regulation****19 June 2018** - [EBA consults on the conditions for allowing institutions to use the purchased receivables approach for calculating capital requirements for securitised exposures](#)

The EBA launched a public consultation on draft RTS specifying the conditions to allow institutions to calculate capital requirements of the securitised exposures (KIRB) in accordance with the purchased receivables approach laid down in the CRR.

The consultation will run until **19 September 2018**.

22 June 2018 - [EBA consults on Guidelines on outsourcing](#)

The EBA has launched a public consultation on its draft Guidelines on outsourcing. These Guidelines, which review the existing CEBS Guidelines on outsourcing published in 2006, aim at establishing a more harmonised framework for outsourcing arrangements of all financial institutions in the scope of the EBA's action. The draft Guidelines provide a definition of outsourcing and specify the criteria to assess whether or not an outsourced activity, service, process or function (or part of it) is critical or important. In particular, the revised Guidelines cover credit institutions and investment firms subject to the CRD, but also payment institutions subject to the PSD2 and electronic money institutions subject to the e-money Directive.

The consultation will run until **24 September 2018**.

Payment Services Directive**13 June 2018** - [EBA consults on the Guidelines on the conditions to be met to benefit from an exemption from contingency measures under Article 33\(6\) of Regulation \(EU\) 2018/389](#)

The EBA has launched a public consultation on Guidelines to clarify a number of issues identified by market participants and competent authorities in relation to the four conditions to be met to benefit from an exemption from the fallback option envisaged under Article 33(6) of Regulation (EU) 2018/389 on strong customer authentication and common and secure communication (RTS on SCA and CSC), which will apply from 14 September 2019. The Guidelines should be read along with the [Opinion](#) on the implementation of the RTS on SCA and CSC.

The consultation will run until **13 August 2018**.

Single Resolution Board (SRB)

1 June 2018 - [SRB released a guide identifying the approach taken for the identification of critical functions](#)

The paper focuses on the identification of critical functions, which is one of the criteria to consider when performing the public interest assessment (PIA) under Directive 2014/59/UE (BRRD). The identification of critical functions is relevant for the selection of the preferred resolution strategy.

Basel Committee of Banking Supervision (BCBS)

Publications

5 June 2018 - [BCBS published work programme for 2018-2019](#)

The BCBS has released its programme for 2018-2019. The themes are: (i) finalise existing policy initiatives and initiate targeted policy development; (ii) ensure full, timely and consistent implementation of the BCBS's post-crisis reforms; (iii) promote strong supervision; and (iv) evaluate and monitor the impact of post-crisis reforms.

21 June 2018 - [BCBS issued progress report on banks' implementation of the Principles for effective risk data aggregation and reporting](#)

The progress report is based on the results of a self-assessment survey completed by authorities with supervisory responsibility for global systemically important banks (G-SIBs). The report reviews G-SIBs' progress in implementing the Principles in 2017.

Macprudential Fora

European Systemic Risk Board (ESRB)

5 June 2018 - [ESRB updated macroprudential policy measures in Europe](#)

The ESRB has updated its [overview of national measures](#) of macroprudential interest in the EU and the EEA. The overview covers capital buffers, reciprocation measures and various other measures.

The list of applicable CCyB rates in EU/EEA countries is available on the [website of the ESRB](#). The following countries have announced a CCyB rate different from 0%:

<i>Country</i>	CCyB rate	Application date
<i>Czech Republic</i>	0.5%	01/07/2017
		01/01/2018
		01/04/2018
	1.0%	01/07/2018
		01/10/2018
	1.25%	01/01/2019
		01/04/2019
1.5%	01/07/2019	
<i>Denmark</i>	0.5%	31/03/2019
<i>Iceland</i>	1.0%	01/03/2017
		18/05/2017
		05/07/2017

	1.25%	01/11/2017 16/12/2017 06/04/2018 28/06/2018 17/10/2018 05/01/2019
	1.75%	15/05/2019
<i>Lithuania</i>	0.5%	31/12/2018
<i>Norway</i>	1.0%	30/06/2015
	1.5%	30/06/2016 31/03/2017 30/06/2017 30/09/2017
	2.0%	31/12/2017
	0.5%	01/11/2017 01/02/2018 01/05/2018
	1.25%	01/08/2018 01/11/2018 01/02/2019 01/05/2019
<i>Sweden</i>	1.0%	13/09/2015
	1.5%	27/06/2016
	2.0%	19/03/2017
<i>United Kingdom</i>	0.5%	29/03/2017 27/06/2018
	1%	28/11/2018

The list of applicable CCyB rates in non-EU/EEA countries can be consulted on [the website of the Bank of International Settlements](#).

The Financial Stability Board (FSB)

Publications and Consultations

4 June 2018 - [FSB launched a thematic peer review on bank resolution planning](#)

The implementation of *Key Attributes of Effective Resolution Regimes for Financial Institutions* of 2011 by FSB jurisdictions is subject to intensive monitoring and detailed reporting through regular progress reports and peer reviews. The FSB Standing Committee on Standards Implementation (SCSI) agreed to launch a third thematic peer review on resolution regimes, focussing on resolution planning practices for banks.

The feedback should be submitted by **4 July 2018**.

6 June 2018 - [FSB launched a consultation on technical implementation of the TLAC standard](#)

The FSB has published a [call for public feedback](#) on the technical implementation of the standard on the adequacy of total loss-absorbing and recapitalisation capacity for G-SIBs in resolution (the TLAC Standard). The FSB made a commitment to report, by the time of the G20 Leaders' Summit in June 2019, on whether the implementation of the TLAC standard is proceeding in a manner consistent with the timelines and objectives set out in the TLAC standard and to identify any technical issues or operational challenges in the implementation. The views and evidence submitted in response to this call for public feedback should help inform the FSB's monitoring.

The consultation will run until **20 August 2018**.

21 June 2018 - [FSB published guidance on bail-in execution and resolution funding on the resolvability of global systemically important banks \(G-SIB\)](#)

The guidance documents were issued for public consultation in November 2017 and have been revised in light of the comments received during the consultation. The documents published in order to assist authorities in implementing *Key Attributes of Effective Resolution Regimes for Financial Institutions* are intended to support the application of the overall policy framework to end "too-big-to-fail". The [first guidance](#) sets out principles to assist authorities as they make bail-in resolution strategies operational, while the [second guidance document](#) covers the development of resolution funding plans for G-SIBs.

COMMUNIQUES

Liste des réviseurs d'entreprises agréés indépendants et des cabinets de révision agréés ayant reçu moins de 15 % du total des honoraires d'audit acquittés par les entités d'intérêt public au Luxembourg en 2017

Communiqué du 22 juin 2018

En accord avec les dispositions prévues à l'article 16 du Règlement (UE) N°537/2014, la Commission de Surveillance du Secteur Financier (« CSSF ») publie ci-dessous la liste des réviseurs d'entreprises agréés indépendants ainsi que la liste des cabinets de révision agréés qui ont reçu moins de 15 % du total des honoraires d'audit acquittés par les entités d'intérêt public au Luxembourg en 2017.

1. Réviseurs d'entreprises agréés indépendants (independent statutory auditors)

- | | |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - GRABISCH Bertrand - KAZENAS Didier | <ul style="list-style-type: none"> - VON KETELHODT Alhard |
|---|--|

2. Cabinets de révision agréés (approved audit firms)

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - A3T S.A. - AKENE AUDIT S.à r.l. - ARTEMIS AUDIT & ADVISORY S.à r.l. - ATWELL S.à r.l. - AUDIT & CONSULTING SERVICES S.à r.l. - AUDIT AND TRUST SERVICES S.à r.l. - AUDIT CENTRAL S.à r.l. - AUDIT CONSEIL SERVICES S.à r.l. - AUDITEURS ASSOCIES S.A. - AUMEA PARTNER S.à r.l. - AVEGA REVISION S.à r.l. - BAKER TILLY OSIRIS REVISION & PARTNERS S.à r.l. | <ul style="list-style-type: none"> - FIDUCIAIRE KOHN RÉVISION S.à r.l. - FIDUCIAIRE PROBITAS S.à r.l. - FIDUCIAIRE TG EXPERTS S.A. - G.S.L. REVISION S.à r.l. - GRANT THORNTON AUDIT & ASSURANCE - HACA PARTNERS S.à r.l. - INTERNATIONAL AUDIT SERVICES S.à r.l. - L'ALLIANCE REVISION S.à r.l. - L'ALLIANCE S.A. - LUXEMBOURGEOISE D'AUDIT ET DE REVISION, abrégé FLUX-AUDIT - MAYFAIR AUDIT S.à r.l. - MAYFAIR S.à r.l. - MAZARS LUXEMBOURG |
|---|---|

- | | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - BDO AUDIT S.A. - BJNP AUDIT S.à r.l. - C-CLERC S.A. - CLYBOUW ET ASSOCIES S.à r.l. - COMPAGNIE DE REVISION S.A. - COMPAGNIE EUROPEENNE DE REVISION S.à r.l. - DEVAUX AUDIT & TAX S.à r.l. - ECOVIS IFG AUDIT S.A. - ELERIUS - ERNST & YOUNG LUXEMBOURG S.A. - EUROLUX AUDIT S.à r.l. - EXPERIAL SARL, Succursale de Luxembourg - FIDUCIA AUDIT S.à r.l. - FIDUCIAIRE ALPHA - FIDUCIAIRE DE LA GRANDE REGION - FIDUCIAIRE EVERARD & KLEIN S.à r.l. - FIDUCIAIRE INTERNATIONALE S.A. | <ul style="list-style-type: none"> - MOORE STEPHENS AUDIT S.A. - OSIRIS ENTERPRISE, 02E Public Accountants - PKF AUDIT & CONSEIL - PRO FIDUCIAIRE Auditing & Accounting S.à r.l. - RESOURCE REVISION S.à r.l. - REVYS S.à r.l. - RSM AUDIT LUXEMBOURG S.à r.l. - SOCIETE DE REVISION ET D'EXPERTISES S.à r.l. - SOCIETE FIDUCIAIRE NATIONALE DE REVISION COMPTABLE S.A., FIDAUDIT, succursale de Luxembourg - STATERA AUDIT S.à r.l. - TEAMAUDIT S.A. - TKS LUXEMBOURG - VPC Luxembourg |
|--|--|

Comptes de profits et pertes des établissements de crédit au 31 mars 2018

Communiqué de presse 18/20 du 3 juillet 2018

La CSSF évalue le résultat avant provisions du secteur bancaire luxembourgeois à 1.278 millions d'EUR pour les trois premiers mois de l'année 2018. Par rapport à la même période de l'exercice 2017, le résultat avant provisions baisse ainsi de 9,1%.

L'évolution négative du résultat avant provisions des établissements de crédit au Luxembourg au cours des trois premiers mois de 2018 résulte de deux causes principales: (i) l'augmentation continue des frais généraux (+4,2%) et (ii) la réduction significative (-44,4%) des autres revenus nets. Ces effets négatifs ont pu être partiellement atténués par le résultat positif réalisé sur les activités bancaires principales telles que l'intermédiation bancaire et les métiers liés à la gestion d'actifs.

La **marge d'intérêts** a connu une hausse de 6,4% en comparaison annuelle. Cette tendance est partagée par la moitié des banques de la place financière. L'application prolongée de taux d'intérêt négatifs sur les dépôts collectés auprès de la clientèle institutionnelle, la hausse des bilans ou encore un meilleur rendement moyen sur actifs sont quelques facteurs qui, suivant les banques, expliquent l'évolution favorable de la marge d'intérêts en comparaison annuelle.

La hausse des **revenus nets de commissions (+6,6%)** a été observée pour la moitié des banques. L'augmentation de ces revenus, qui sont en large partie le résultat des métiers liés à la gestion d'actifs pour compte de clients privés et institutionnels, est en relation directe avec la tendance haussière des marchés financiers et ainsi à l'évolution très favorable de l'industrie des fonds d'investissement.

Quant aux **autres revenus nets**, une forte baisse (-44,4%) a pu être observée par rapport à la même période de l'année précédente. Par sa composition, ce poste est fort volatile et son évolution n'est souvent liée qu'à des facteurs non récurrents et spécifiques à un nombre restreint de banques de la place financière. A titre d'exemple, l'évolution négative des écarts de change de certaines banques, étroitement liée au développement du cours de change EUR/USD, a été un facteur principal de la baisse de ce poste.

Les **frais généraux** ont continué d'augmenter (+4,2%) au cours du premier trimestre. Cette augmentation est surtout liée aux **autres frais généraux (+7%)** et dans une moindre envergure aux

frais de personnel (+1,3%). En agrégé, les frais généraux augmentent plus rapidement que le produit bancaire continuant ainsi à réduire la profitabilité des banques telle qu'exprimée par le rapport charges sur revenus, en hausse de 53% à 57% d'année en année.

En raison des développements susmentionnés, le résultat avant provisions baisse de 9,1% en comparaison annuelle.

Compte de profits et pertes au 31 mars 2018

<i>Postes en millions d'EUR</i>	<i>Mars 2017</i>	<i>Mars 2018</i>	<i>%</i>
Marge d'intérêts	1.256	1.336	6,4%
Revenus nets de commissions	1.250	1.333	6,6%
Autres revenus nets ¹	505	281	-44,4%
Produit bancaire	3.011	2.950	-2,0%
Frais de personnel	802	813	1,3%
Autres frais généraux	802	859	7,0%
Frais généraux	1.604	1.672	4,2%
<i>Résultat avant provisions</i>	<i>1.407</i>	<i>1.278</i>	<i>-9,1%</i>

Situation globale des organismes de placement collectif à la fin du mois de mai 2018

Communiqué de presse 18/21 du 10 juillet 2018

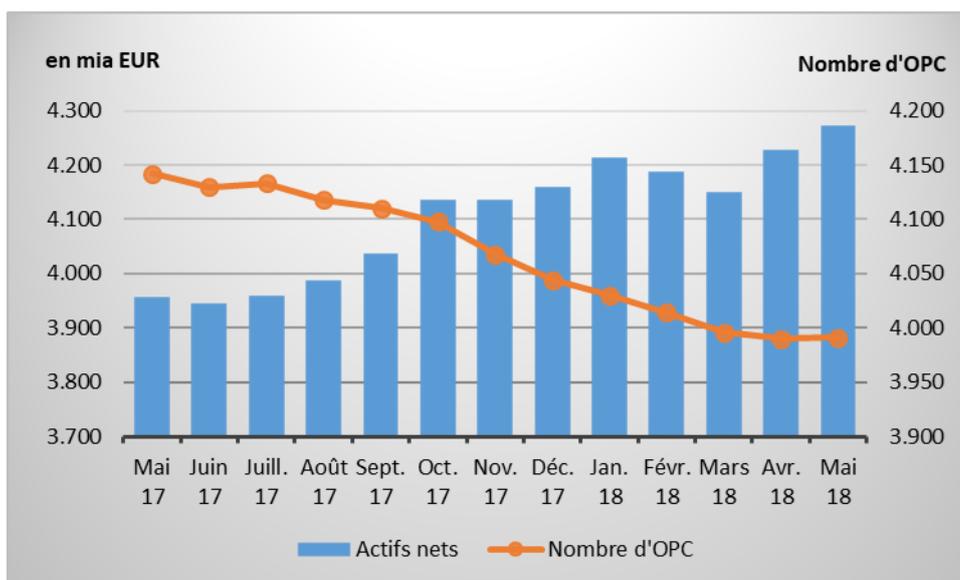
I. Situation globale

Au 31 mai 2018, le patrimoine global net des organismes de placement collectif, comprenant les OPC soumis à la Loi de 2010, les fonds d'investissement spécialisés et les SICAR, s'est élevé à EUR 4.271,025 milliards contre EUR 4.227,532 milliards au 30 avril 2018, soit une augmentation de 1,03% sur un mois. Considéré sur la période des douze derniers mois écoulés, le volume des actifs nets est en augmentation de 7,95%.

L'industrie des OPC luxembourgeois a donc enregistré au mois de mai une variation positive se chiffrant à EUR 43,493 milliards. Cette augmentation représente le solde des émissions nettes négatives à concurrence d'EUR 8,358 milliards (-0,20%) et de l'évolution favorable des marchés financiers à concurrence d'EUR 51,851 milliards (1,23%).

¹ Y compris les dividendes perçus.

L'évolution des organismes de placement collectif se présente comme suit :



Le nombre des organismes de placement collectif (OPC) pris en considération est de 3.991 par rapport à 3.990 le mois précédent. 2.582 entités ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 13.354 compartiments. En y ajoutant les 1.409 entités à structure classique, au total 14.763 unités sont actives sur la place financière.

Concernant d'une part l'impact des marchés financiers sur les principales catégories des organismes de placement collectif et d'autre part l'investissement net en capital dans ces mêmes OPC, les faits suivants sont à relever pour le mois de mai :

Au niveau des pays développés, la catégorie d'OPC à actions européennes a connu un mouvement de légère hausse et ceci en dépit de la résurgence du risque politique en zone Euro. La publication de résultats d'entreprises au-dessus des anticipations, des indicateurs économiques stables et l'appréciation de l'USD par rapport à l'EUR expliquent la hausse de la catégorie d'OPC à actions américaines. Si les actions japonaises ont réalisé des pertes de cours face notamment à des données macro-économiques faibles, l'appréciation du YEN par rapport à l'EUR a fait clôturer la catégorie d'OPC à actions japonaises en territoire positif.

Au niveau des pays émergents, la catégorie d'OPC à actions d'Asie a affiché une performance positive sur fond d'un environnement économique globalement positif, d'indicateurs de conjoncture positifs en Chine et de l'appréciation des principales devises asiatiques par rapport à l'EUR, et ceci malgré des développements divergents au niveau des différents pays d'Asie et les tensions commerciales qui subsistent entre la Chine et les Etats Unis. Le développement négatif de la plupart des marchés d'actions des pays de l'Europe de l'Est explique la performance négative de la catégorie d'OPC à actions de l'Europe de l'Est. La catégorie d'OPC à actions de l'Amérique latine a connu une baisse marquée suite notamment aux problèmes politiques et économiques au Brésil et au Mexique et à la dépréciation des principales devises sud-américaines.

Au cours du mois de mai, les catégories d'OPC à revenu variable ont globalement affiché un investissement net en capital négatif.

Evolution des OPC à actions au mois de mai 2018*

	Variation de marché en %	Emissions nettes en %
Actions marché global	2,58%	0,01%
Actions européennes	0,83%	-0,63%
Actions américaines	4,97%	-0,09%
Actions japonaises	1,54%	-1,44%
Actions Europe de l'Est	-1,82%	-2,42%
Actions Asie	2,78%	-0,08%
Actions Amérique latine	-11,76%	1,37%
Actions autres	0,69%	-0,76%

* Variation en % des Actifs Nets en EUR par rapport au mois précédent

Les incertitudes politiques en Italie et le processus de normalisation de la politique monétaire en Europe se sont traduits par une augmentation des rendements et par un nouveau creusement des écarts de rendement entre les obligations des pays de la zone euro à haute notation et ceux à faible notation. En somme la catégorie d'OPC à obligations libellées en EUR a ainsi réalisé des pertes de cours.

Les rendements des obligations libellées en USD ont augmenté sur le mois sous revue sur base de la révision à la hausse des anticipations d'inflation dans un contexte d'augmentation des prix de pétrole, de bonnes données macroéconomiques et de la poursuite du resserrement monétaire prévu par la Banque centrale américaine. Cette augmentation des rendements, se traduisant par une baisse des cours des obligations libellées en USD, a cependant été plus que compensée par l'appréciation de l'USD par rapport à l'EUR de sorte que la catégorie d'OPC à obligations libellées en USD a clôturé en territoire positif.

La hausse des rendements obligataires américains, les problèmes monétaires de quelques pays émergents ainsi que les tensions commerciales persistantes avec les Etats-Unis ont fait remonter les primes de risque, avec pour conséquence une baisse des cours de la catégorie d'OPC à obligations des pays émergents.

Au cours du mois de mai, les catégories d'OPC à revenu fixe ont globalement affiché un investissement net en capital négatif.

Evolution des OPC à revenu fixe au mois de mai 2018*

	Variation de marché en %	Emissions nettes en %
Marché monétaire en EUR	-0,20%	2,32%
Marché monétaire en USD	3,26%	-2,61%
Marché monétaire marché Global	0,68%	-0,53%
Obligations libellées en EUR	-0,53%	-0,43%
Obligations libellées en USD	2,10%	-5,23%
Obligations marché global	1,23%	0,09%
Obligations marchés Emergents	-1,12%	-0,27%
Obligations High Yield	0,68%	-1,68%
Autres	0,62%	-1,28%

* Variation en % des Actifs Nets en EUR par rapport au mois précédent

L'évolution des actifs nets des OPC luxembourgeois diversifiés et des fonds de fonds est illustrée dans le tableau suivant :

Evolution des OPC diversifiés et Fonds de Fonds au mois de mai 2018*

	Variation de marché en %	Emissions nettes en %
OPC diversifiés	0,83%	0,76%
Fonds de Fonds	1,24%	-0,40%

* Variation en % des Actifs Nets en EUR par rapport au mois précédent

II. Ventilation du nombre et des avoirs nets des OPC

	OPCVM PARTIE I		OPC PARTIE II		FIS		SOUS-TOTAL (hors SICAR)		SICAR ²		TOTAL	
	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)
31/12/2015	1 892	2 946,860 €	384	169,896 €	1 602	389,445 €	3 878	3 506,201 €	282	37,430 €	4 160	3 543,631 €
31/01/2016	1 903	2 819,861 €	378	164,531 €	1 596	386,607 €	3 877	3 370,999 €	282	37,430 €	4 159	3 408,429 €
29/02/2016	1 904	2 813,421 €	373	157,278 €	1 592	387,785 €	3 869	3 358,484 €	282	37,430 €	4 151	3 395,914 €
31/03/2016	1 905	2 847,418 €	371	157,047 €	1 603	390,939 €	3 879	3 395,404 €	282	37,430 €	4 161	3 432,834 €
30/04/2016	1 904	2 888,262 €	370	159,477 €	1 606	394,341 €	3 880	3 442,080 €	282	37,430 €	4 162	3 479,510 €
31/05/2016	1 902	2 928,461 €	371	159,174 €	1 609	400,345 €	3 882	3 487,980 €	282	37,430 €	4 164	3 525,410 €
30/06/2016	1 899	2 906,498 €	367	156,893 €	1 621	398,513 €	3 887	3 461,904 €	282	37,430 €	4 169	3 499,334 €
31/07/2016	1 892	2 997,551 €	365	159,356 €	1 631	408,849 €	3 888	3 565,756 €	282	37,430 €	4 170	3 603,186 €
31/08/2016	1 894	3 033,413 €	363	159,141 €	1 636	409,608 €	3 893	3 602,162 €	282	37,430 €	4 175	3 639,592 €
30/09/2016	1 891	3 051,016 €	362	159,088 €	1 644	411,825 €	3 897	3 621,929 €	282	37,430 €	4 179	3 659,359 €
31/10/2016	1 893	3 053,246 €	356	159,320 €	1 642	413,932 €	3 891	3 626,498 €	282	37,430 €	4 173	3 663,928 €
30/11/2016	1 888	3 065,882 €	355	158,862 €	1 645	415,885 €	3 888	3 640,629 €	282	37,430 €	4 170	3 678,059 €
31/12/2016	1 869	3 116,104 €	353	160,578 €	1 639	424,394 €	3 861	3 701,076 €	283	40,254 €	4 144	3 741,330 €
31/01/2017	1 869	3 138,701 €	351	160,967 €	1 623	427,236 €	3 843	3 726,904 €	283	40,483 €	4 126	3 767,387 €
28/02/2017	1 880	3 217,837 €	351	164,858 €	1 617	436,203 €	3 848	3 818,898 €	282	41,419 €	4 130	3 860,317 €
31/03/2017	1 895	3 257,773 €	346	165,780 €	1 618	440,288 €	3 859	3 863,841 €	280	42,186 €	4 139	3 906,027 €
30/04/2017	1 892	3 286,525 €	342	164,471 €	1 613	444,874 €	3 847	3 895,870 €	282	42,037 €	4 129	3 937,907 €
31/05/2017	1 895	3 297,803 €	342	162,813 €	1 620	453,326 €	3 857	3 913,943 €	285	42,923 €	4 142	3 956,366 €
30/06/2017	1 887	3 288,338 €	338	160,634 €	1 618	451,703 €	3 843	3 900,675 €	287	42,923 €	4 130	3 943,598 €
31/07/2017	1 885	3 307,103 €	338	159,097 €	1 619	448,554 €	3 842	3 914,754 €	291	42,827 €	4 133	3 957,581 €
31/08/2017	1 876	3 328,865 €	337	156,448 €	1 615	458,911 €	3 828	3 944,224 €	290	43,104 €	4 118	3 987,328 €
30/09/2017	1 880	3 380,943 €	332	154,308 €	1 608	459,079 €	3 820	3 994,330 €	290	42,810 €	4 110	4 037,140 €
31/10/2017	1 871	3 470,456 €	325	155,929 €	1 612	466,213 €	3 808	4 092,598 €	290	43,097 €	4 098	4 135,695 €
30/11/2017	1 864	3 469,422 €	325	155,343 €	1 591	465,954 €	3 780	4 090,719 €	288	45,080 €	4 068	4 135,799 €
31/12/2017	1 859	3 486,445 €	323	154,189 €	1 576	472,415 €	3 758	4 113,049 €	286	46,565 €	4 044	4 159,614 €
31/01/2018	1 852	3 539,403 €	320	155,272 €	1 573	473,290 €	3 745	4 167,965 €	285	46,065 €	4 030	4 214,030 €
28/02/2018	1 854	3 513,980 €	316	152,309 €	1 560	475,916 €	3 730	4 142,205 €	284	45,118 €	4 014	4 187,323 €
31/03/2018	1 846	3 473,243 €	314	150,078 €	1 552	480,516 €	3 712	4 103,837 €	284	45,061 €	3 996	4 148,898 €
30/04/2018	1 843	3 549,467 €	309	146,350 €	1 554	485,963 €	3 706	4 181,780 €	284	45,752 €	3 990	4 227,532 €
31/05/2018	1 842	3 581,805 €	307	149,109 €	1 558	492,594 €	3 707	4 223,508 €	284	47,517 €	3 991	4 271,025 €

² Avant le 31 décembre 2016, les données statistiques pour les SICAR n'ont été publiées que sur base annuelle.

Durant le mois de référence, les quinze organismes de placement collectif suivants ont été inscrits sur la liste officielle :

- 1) **OPCVM partie I Loi 2010 :**
 - EDR FUND II, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
 - GENESIS LIQUID ALTERNATIVE STRATEGIES FUND, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen
 - IIFL FUND, 2, rue d'Alsace, L-1122 Luxembourg
 - MIX-FONDS HNI., 6, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel
 - RIVERFIELD SICAV, 106, route d'Arlon, L-8210 Mamer
 - SUMI TRUST INVESTMENT FUNDS (LUXEMBOURG), 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange
- 2) **OPC partie II Loi 2010 :**
 - PARTNERS GROUP GLOBAL SENIOR LOAN MASTER FUND SICAV, 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- 3) **FIS :**
 - ALLIANZ DEBT FUND SCSP SICAV-SIF, 14, boulevard F-D Roosevelt, L-2450 Luxembourg
 - CHEYNE EUROPEAN STRATEGIC VALUE CREDIT FUND SCS SICAV-SIF, 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg
 - FAP FEEDER FUND SCA, SICAV-SIF, 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
 - FAP FUND S.C.SP.-SIF, 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
 - LENDINVEST S.C.A. SICAV SIF, 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg
 - POLAR SIF, 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
 - REPE UMBRELLA FUND S.A., SICAV-SIF, 17, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher
 - TUNGSTEN AYCON, 2, place François-Joseph Dargent, L-1413 Luxembourg

Les quatorze organismes de placement collectif suivants ont été radiés de la liste officielle au cours du mois de référence :

- 1) **OPCVM partie I Loi 2010 :**
 - AXA INSURANCE FUND, 49, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
 - DWS RENDITE, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
 - F&C PORTFOLIOS FUND II, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
 - IVY GLOBAL INVESTORS FUND, 106, route d'Arlon, L-8210 Mamer
 - SOP GLOBALEAKTIENALLOKATION, 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
 - TAGES CAPITAL SICAV, 60, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
 - THESAN SICAV, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
 - WMP I SICAV, 17, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher
- 2) **OPC partie II Loi 2010 :**
 - MONTHLY INCOME ABS INVESTMENT, 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange
 - VESCORE FONDS, 3, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- 3) **FIS :**
 - BPA INTERNATIONAL S.C.A., SICAV-FIS, 2, rue d'Alsace, L-1122 Luxembourg
 - INVESCO REAL ESTATE - UK III FUND, 37A, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
 - INVESCO REAL ESTATE-EUROPEAN HOTEL REAL ESTATE FUND II FCP-SIF, 37A, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
 - PLEXUS, 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

Opinion de l'Autorité bancaire européenne sur les préparations d'un retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne

Communiqué de presse 18/22 du 10 juillet 2018

La CSSF tient à informer le public que l'Autorité bancaire européenne (ABE) a publié le 25 juin 2018 une opinion sur les risques liés au manque de préparation des établissements financiers en cas de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (*Brexit*) sans accord de retrait ratifié d'ici le 30 mars 2019.

Dans son opinion, l'ABE demande aux autorités compétentes en charge de la supervision des établissements de crédit, des entreprises d'investissement, des établissements de paiement et établissements de monnaie électronique, des prêteurs et des intermédiaires de crédit :

- de veiller à ce que lesdits établissements prennent dès à présent des mesures concrètes visant à préparer le Brexit ; et
- d'informer clairement leurs clients et les consommateurs avec lesquels ils ont une relation contractuelle des risques encourus.

A ce titre, la CSSF en sa capacité d'autorité compétente demande aux établissements de crédit moins importants (tel que défini à l'article 2(7) du règlement (UE) n° 468/2014 de la Banque Centrale Européenne (**Règlement-cadre MSU**)), aux entreprises d'investissement, aux établissements de paiement et établissements de monnaie électronique, aux prêteurs et intermédiaires de crédit, qui sont établis au Luxembourg de veiller à prendre les mesures prescrites dans l'opinion de l'ABE. La CSSF contactera les établissements pour vérifier que les mesures nécessaires ont été prises, sauf dans les cas où les établissements ont déjà fourni l'information à la CSSF. Les établissements de crédit importants (tel que défini à l'article 2, point 16 du Règlement-cadre MSU) doivent se référer, le cas échéant, aux instructions de la BCE en la matière.

Pour plus de détails, veuillez consulter le site internet de l'ABE : <http://www.eba.europa.eu/-/eba-publishes-opinion-tohasten-the-preparations-of-financial-établissements-for-brexit>

Appel à manifestation d'intérêt pour le Securities and Markets Stakeholder Group de l'ESMA

Communiqué du 13 juillet 2018

L'Autorité européenne des marchés financiers (ESMA) a constitué le groupe Securities and Markets Stakeholder Group (SMSG) conformément à l'article 37, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1095/2010 instituant l'Autorité européenne des marchés financiers. Les mandats d'un certain nombre de membres venant à échéance, l'ESMA lance un appel à manifestation d'intérêt de parties intéressées.

Cet appel à manifestation d'intérêt ainsi que tous les documents y relatifs sont disponibles sur le site de l'ESMA à l'adresse : <https://www.esma.europa.eu/press-news/esma-news/esma-seeks-candidates-its-stakeholder-group>.

Les parties intéressées sont invitées à soumettre leur candidature pour le 6 septembre 2018 au plus tard.

Communication en matière de reporting EMIR

Communiqué de presse 18/23 du 13 juillet 2018 (uniquement en anglais)

On 1 November 2017, the revised technical standards³ with regards to the reporting of derivative transactions under EMIR⁴ have entered into force.

The CSSF, as supervisory authority for EMIR purposes for Financial and Non-Financial Counterparties, in accordance with Art. 1(2) and 2(1) of the Law of 15 March 2016 on OTC derivatives, central counterparties and trade repositories, wants to remind market participants of the importance of ensuring compliance with the revised technical standards and accompanying validation rules regarding EMIR reporting, as published by ESMA⁵. The CSSF is increasing its focus on the review of reported transactions to Trade Repositories ("TRs").

The CSSF therefore wants to remind market participants, falling under the scope of EMIR, of the following:

- (1) Trade rejections: The TRs are expected to apply the new validation rules and reject any non-compliant report. These rejections, when they occur, should be reviewed by the reporting counterparty, or its delegate, acting as report submitting entity, and, if relevant, be resubmitted as soon as possible in compliance with the validation rules. A rejection does not postpone any duties with regards to timely reporting of derivative transactions.
- (2) Double-sided transaction reconciliations: If both counterparties are in the scope of EMIR, EMIR requires both counterparties to report the transaction. In this context, TRs are expected to reconcile both sides of the submitted reports. The reconciliation is performed in 2 steps:
 - a. Pairing: The pairing at the level of the TR is processed on both the Legal Entity Identifiers (LEI) of each reporting counterparty and the Unique Trade Identifier (UTI). The CSSF, hence, wants to stress the importance of reporting a common UTI for each transaction by both counterparties.
 - b. Matching: Once both sides are paired, the TRs match the various reporting fields.

Transactions that are neither paired nor matched could be considered as an indicator for unstable processes with regards to EMIR reporting duties.

- (3) Content of the reporting: It is of utmost importance that the various reporting fields, as defined by the revised technical standards, are correctly reported. In case an inconsistency or an error is identified the CSSF expects the counterparties to correct these errors⁶. In particular, inconsistent information in fields with regards to publicly available identifiers of instruments, benchmarks, stakeholders (e.g. CCP, market) is an indicator for insufficient and inadequate processes and potential non-compliance with regards to EMIR reporting duties.

³ Commission delegated regulation (EU) 2017/104 of 19 October 2016, amending Delegated Regulation (EU) No 148/2013 supplementing Regulation (EU) No 648/2012 of the European Parliament and of the Council on OTC derivatives, central counterparties and trade repositories with regard to regulatory technical standards on the minimum details of the data to be reported to trade repositories; and

Commission implementing regulation (EU) 2017/105 of 19 October 2016 amending Implementing Regulation (EU) No 1247/2012 laying down implementing technical standards with regard to the format and frequency of trade reports to trade repositories according to Regulation (EU) No 648/2012 of the European Parliament and of the Council on OTC derivatives, central counterparties and trade repositories.

⁴ Regulation (EU) No 648/2012 of the European Parliament and of the Council of 4 July 2012.

⁵ <https://www.esma.europa.eu/press-news/esma-news/esma-updates-emir-validation-rules>.

⁶ For open transactions (i.e. still outstanding), initially reported before the 1 November 2017, errors and inconsistencies in reporting fields required as per the Commission Delegated Regulation (EU) 148/2013 and Commission Implementing Regulation (EU) 1247/2012 need to be corrected.

Entrée en vigueur du règlement sur les fonds monétaires

Communiqué de presse 18/24 du 20 juillet 2018 (uniquement en anglais)

The CSSF would like to remind that Regulation (EU) 2017/1131 of the European Parliament and of the Council of 14 June 2017 on money market funds (“MMFR”) will apply from 21 July 2018.

Scope of the Money Market Fund Regulation

The regulation applies, in accordance with Article 1(1), to collective investment undertakings established, managed or marketed in the Union that:

- (a) require authorisation as UCITS or are authorised as UCITS under Directive 2009/65/EC or are AIFs under Directive 2011/61/EU;
- (b) invest in short-term assets; and
- (c) have distinct or cumulative objectives offering returns in line with money market rates or preserving the value of the investment.

Article 6(1) of the MMFR further specifies that “A UCITS or an AIF shall not have characteristics which are substantially similar to those referred to in Article 1(1), unless it has been authorised as an MMF in accordance with this Regulation.”

On that basis collective investment undertakings that fulfill the aforementioned criteria will be in the scope of the MMFR and will have to be authorised as an MMF meeting all the related requirements.

The scope as defined by the MMFR involves that collective investment undertakings other than those currently subject to the CESR’s Guidelines on a Common Definition of European Money Market Funds (CESR/10-049), as amended by the ESMA Opinion of 22 August 2014 (ESMA/2014/1103), can qualify as MMFs in accordance with the MMFR. It will be the responsibility of the collective investment undertakings to assess whether they will enter the scope of the MMFR.

Authorisation of MMFs under the MMFR

Luxembourg domiciled UCITS and AIFs as well as non-EU AIFs for which the CSSF will be the competent authority in accordance with the MMFR that will be in the scope of the MMFR will have to be authorised by the CSSF as an MMF in accordance with Articles 4 (UCITS and AIFs) and 5 (AIFs). For that purpose a dedicated form available on the CSSF website under http://www.cssf.lu/fileadmin/files/Metier OPC/Formulaires/Demande_agrement_pour_fonds_monetaire.xls has to be completed and submitted to the CSSF.

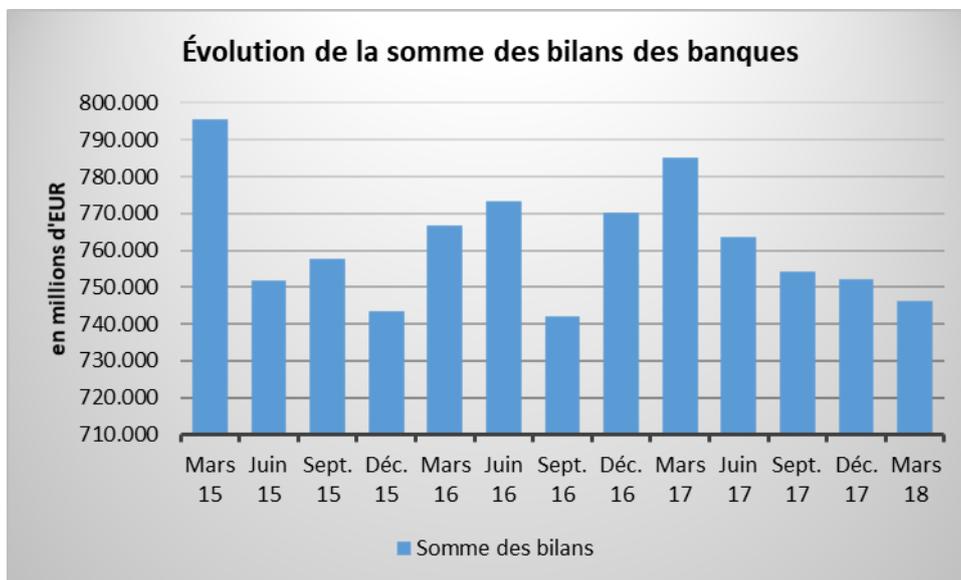
As of 21 July 2018, new UCITS and AIFs falling in the scope of the MMFR will have to be authorised as an MMF complying with all the requirements of the regulation. UCITS and AIF that exist before 21 July 2018 benefit however from a 6-month transitional period to comply with the regulation. They will have to submit an application to the CSSF until 21 January 2019 at the latest.

Finally, the CSSF may want to inform that, in accordance with Article 5 of the MMFR, AIFs can only be authorised as an MMF if the competent authority of the MMF approves the application submitted by an AIFM that has already been authorised under Directive 2011/61/EU to manage an MMF that is an AIF. On that basis Luxembourg domiciled AIFMs will have to get authorised by the CSSF before being able to manage MMFs that are an AIF.

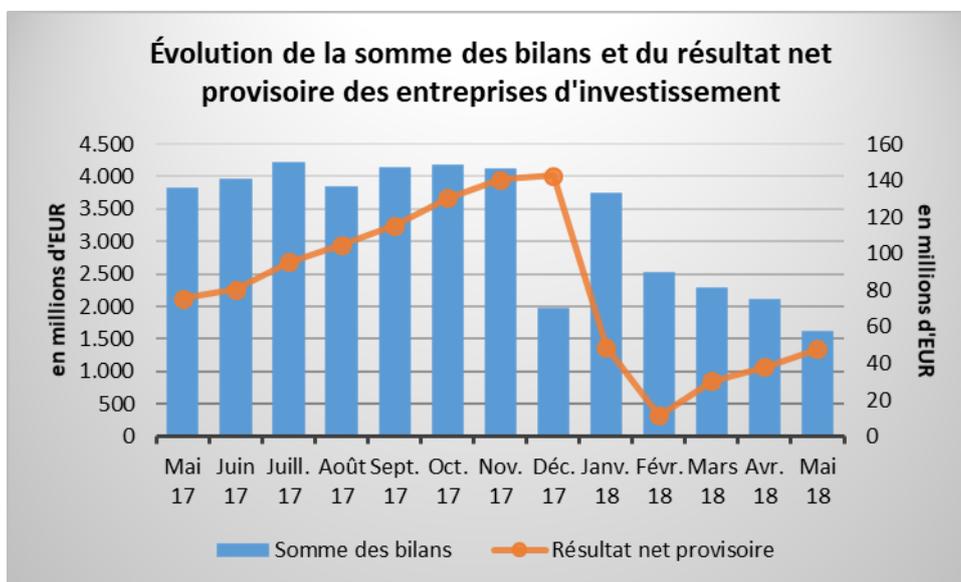
STATISTIQUES

Banques

Somme des bilans au 31 mars 2018 en baisse

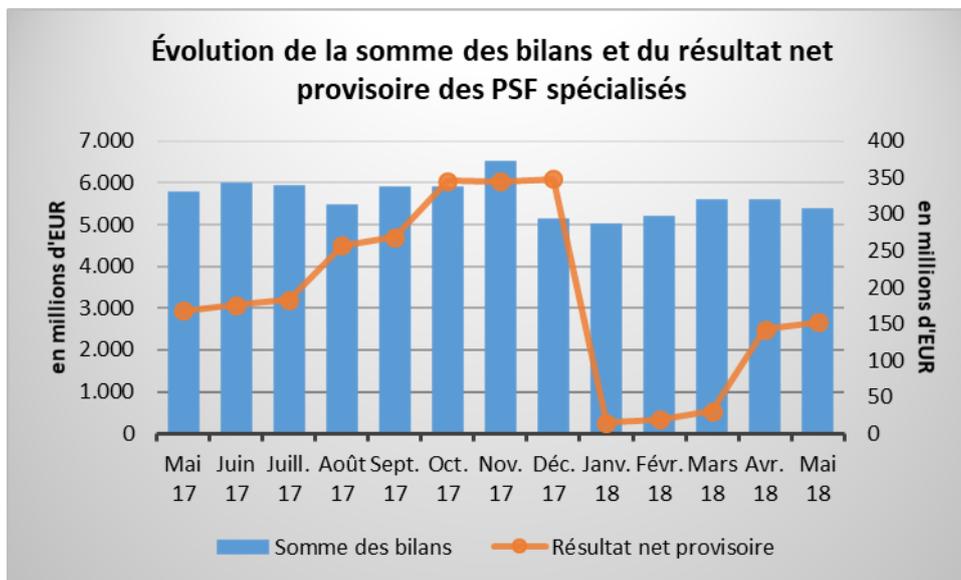


Entreprises d'investissement
Somme des bilans au 31 mai 2018 en baisse



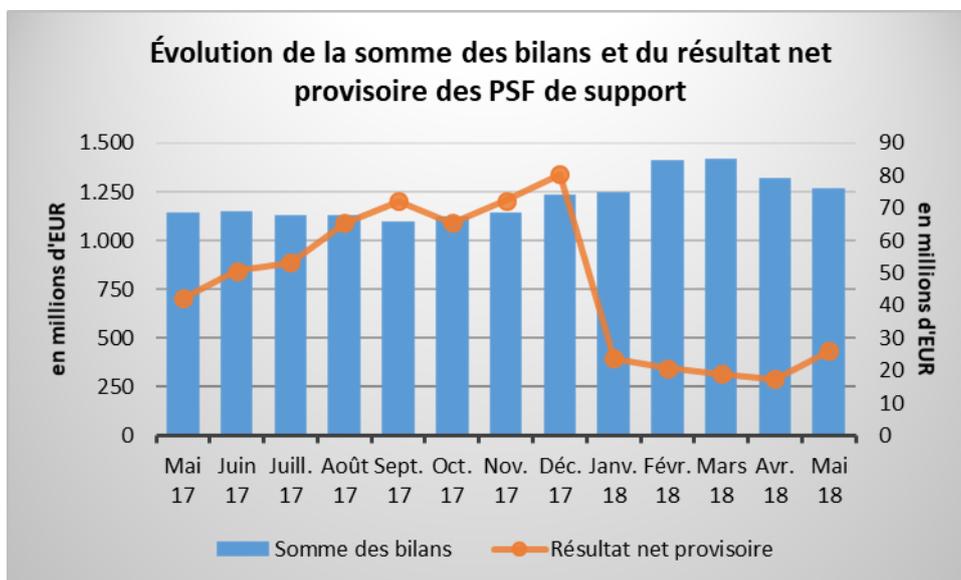
PSF spécialisés

Somme des bilans au 31 mai 2018 en baisse



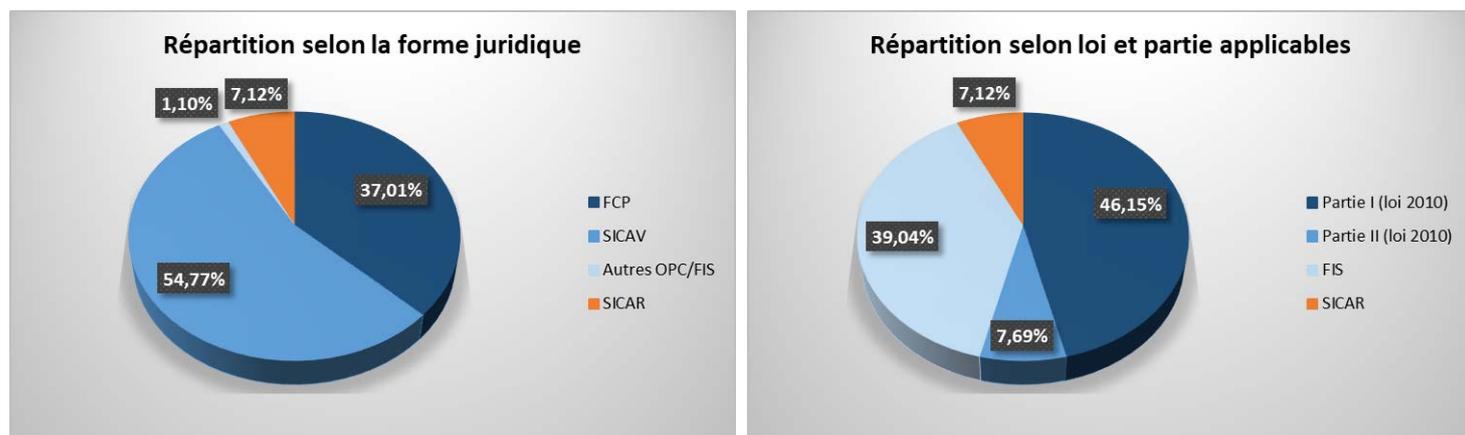
PSF de support

Somme des bilans au 31 mai 2018 en baisse



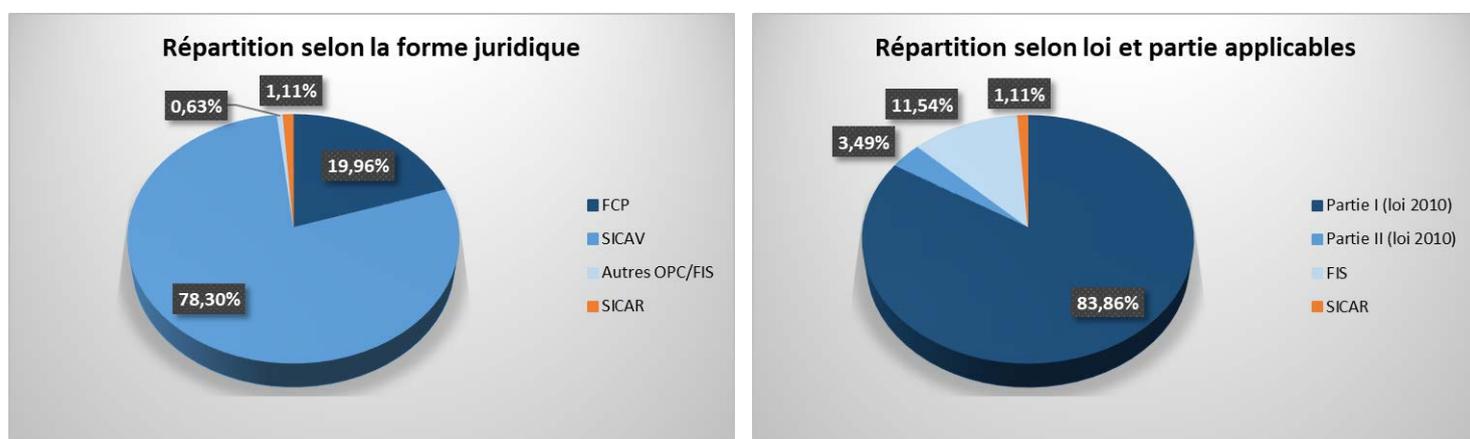
OPC (Situation au 31 mai 2018)

Nombre d'OPC



Loi, partie/forme juridique	FCP	SICAV	Autres OPC/FIS	SICAR	Total
Partie I (loi 2010)	972	870	0	0	1.842
Partie II (loi 2010)	153	151	3	0	307
FIS	352	1.165	41	0	1.558
SICAR	0	0	0	284	284
TOTAL	1.477	2.186	44	284	3.991

Actifs nets des OPC



Loi, partie/forme juridique (en mia €)	FCP	SICAV	Autres OPC/FIS	SICAR	Total
Partie I (loi 2010)	631,564	2.950,241	0,000	0,000	3.581,805
Partie II (loi 2010)	52,119	96,306	0,684	0,000	149,109
FIS	168,794	297,714	26,086	0,000	492,594
SICAR	0,000	0,000	0,000	47,517	47,517
TOTAL	852,477	3.344,261	26,770	47,517	4.271,025

Ventilation par politique d'investissement

Ventilation par politique d'investissement	Avoirs nets (en mia €)	Nombre d'unités ⁷
Valeurs mobilières à revenu fixe	1.231,538	3.109
Valeurs mobilières à revenu variable	1.307,885	3.890
Valeurs mobilières diversifiées	952,289	4.002
Fonds de fonds	248,029	2.174
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	310,339	230
Liquidités	1,012	16
Valeurs mobilières non cotées	32,451	208
Capitaux à risque élevé	1,842	32
Immobilier	66,905	332
Futures et/ou Options	14,038	125
Autres valeurs	57,180	240
Public-to-Private	0,127	3
Mezzanine	1,431	11
Venture Capital (SICAR)	6,657	87
Private Equity (SICAR)	39,302	304
TOTAL	4.271,025	14.763

Actifs nets ventilés par politique d'investissement

Ventilation par politique d'investissement	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE D'UNITES	EMISSIONS (en mia €)	RACHATS (en mia €)	EMISSIONS NETTES (en mia €)
PARTIE I					
Valeurs mobilières à revenu fixe	1.124,015	2.544	47,531	55,953	-8,422
Valeurs mobilières à revenu variable	1.245,315	3.523	55,019	58,652	-3,633
Valeurs mobilières diversifiées	772,228	2.858	27,248	22,018	5,230
Fonds de fonds	137,079	994	2,606	2,527	0,079
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	290,986	179	130,657	133,451	-2,794
Liquidités	0,628	8	0,011	0,031	-0,020
Futures et/ou Options	8,159	59	0,410	0,264	0,146
Autres valeurs	3,395	10	0,054	0,084	-0,030
TOTAL PARTIE I :	3.581,805	10.175	263,536	272,980	-9,444

⁷ Le terme « unité » regroupe, d'une part, les OPC classiques et, d'autre part, les compartiments des OPC à compartiments multiples.

PARTIE II

Valeurs mobilières à revenu fixe	23,345	106	0,890	1,154	-0,264
Valeurs mobilières à revenu variable	13,636	61	0,108	0,132	-0,024
Valeurs mobilières diversifiées	53,161	194	2,037	0,648	1,389
Fonds de fonds	30,233	281	0,232	0,303	-0,071
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	15,136	42	1,351	1,623	-0,272
Liquidités	0,368	6	0,008	0,012	-0,004
Valeurs mobilières non cotées	5,437	16	0,201	0,018	0,183
Capitaux à risque élevé	0,002	1	0,000	0,000	0,000
Immobilier	1,512	21	0,007	0,003	0,004
Futures et/ou Options	2,672	25	0,026	0,081	-0,055
Autres valeurs	3,607	15	0,040	0,083	-0,043
TOTAL PARTIE II :	149,109	768	4,900	4,057	0,843

FIS

Valeurs mobilières à revenu fixe	84,178	459	2,134	1,551	0,583
Valeurs mobilières à revenu variable	48,934	306	0,561	1,681	-1,120
Valeurs mobilières diversifiées	126,900	950	1,702	1,349	0,353
Fonds de fonds	80,717	899	1,429	2,610	-1,181
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	4,217	9	0,867	0,753	0,114
Liquidités	0,016	2	0,000	0,000	0,000
Valeurs mobilières non cotées	27,014	192	0,258	0,138	0,120
Capitaux à risque élevé	1,840	31	0,017	0,003	0,014
Immobilier	65,393	311	0,920	0,291	0,629
Futures et/ou Options	3,207	41	0,062	0,193	-0,131
Autres valeurs	50,178	215	1,737	0,874	0,863
TOTAL FIS :	492,594	3.415	9,687	9,443	0,244

SICAR

Public-to-Private	0,127	3	0,000	0,000	0,000
Mezzanine	1,431	11	0,000	0,000	0,000
Venture Capital	6,657	87	0,003	0,000	0,003
Private Equity	39,302	304	0,030	0,034	-0,004
TOTAL SICAR	47,517	405	0,033	0,034	-0,001
TOTAL OPC LUXEMBOURGEOIS	4.271,025	14.763	278,156	286,514	-8,358

Origine des initiateurs des OPC luxembourgeois

Pays	Actifs nets (en mia €)	en %	Nombre d'OPC	en %	Nombre d'unités	en %
Etats-Unis	865,144	20,3%	186	4,6%	1.070	7,2%
Royaume-Uni	762,213	17,8%	283	7,1%	1.614	10,9%
Allemagne	610,613	14,3%	1.349	33,8%	2.673	18,1%
Suisse	579,535	13,6%	578	14,5%	2.754	18,7%
France	395,132	9,3%	316	7,9%	1.492	10,1%
Italie	347,591	8,1%	147	3,7%	1.263	8,6%
Belgique	179,218	4,2%	167	4,2%	938	6,4%
Luxembourg	98,222	2,3%	231	5,8%	654	4,4%
Pays-Bas	95,519	2,2%	46	1,1%	250	1,7%
Danemark	85,758	2,0%	23	0,6%	208	1,4%
Autres	252,080	5,9%	665	16,7%	1.847	12,5%
TOTAL	4.271,025	100,0%	3.991	100,0%	14.763	100,0%

Classement des devises dans lesquelles les unités des OPC luxembourgeois sont libellées

Devise	Actifs nets (en mia €)	en %	Nombre d'unités	en %
AUD	5,405	0,127%	28	0,190%
CAD	2,201	0,051%	22	0,149%
CHF	47,037	1,101%	282	1,910%
CNH	1,657	0,039%	23	0,156%
CNY	0,180	0,004%	4	0,027%
CZK	1,348	0,032%	65	0,440%
DKK	1,679	0,039%	11	0,075%
EUR	2.333,417	54,634%	9.397	63,652%
GBP	116,306	2,723%	335	2,269%
HKD	5,055	0,118%	10	0,068%
HUF	0,328	0,008%	32	0,217%
JPY	66,082	1,547%	206	1,395%
MXN	0,016	0,000%	1	0,007%
NOK	4,870	0,114%	32	0,217%
NZD	0,726	0,017%	5	0,034%
PLN	0,386	0,009%	17	0,115%
RON	0,493	0,012%	5	0,034%

SEK	53,630	1,256%	190	1,287%
SGD	0,501	0,012%	4	0,027%
TRY	0,020	0,000%	3	0,020%
USD	1.629,663	38,156%	4.090	27,704%
ZAR	0,025	0,001%	1	0,007%
TOTAL	4.271,025	100,000%	14.763	100,000%

Fonds de pension

Au 10 juillet 2018, **13 fonds de pension** sous forme de société d'épargne pension à capital variable (SEPCAV) et d'association d'épargne-pension (ASSEP) étaient inscrits sur la liste officielle des fonds de pension régis par la loi du 13 juillet 2005.

À la même date, **18** professionnels étaient agréés pour exercer l'activité de **gestionnaire de passif** pour les fonds de pension soumis à la loi du 13 juillet 2005.

Organismes de titrisation

Depuis la publication de la dernière Newsletter, l'**organisme de titrisation** suivant a été **radié** de la liste officielle des organismes de titrisation agréés régis par la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation :

VIDA FINANCE S.A.

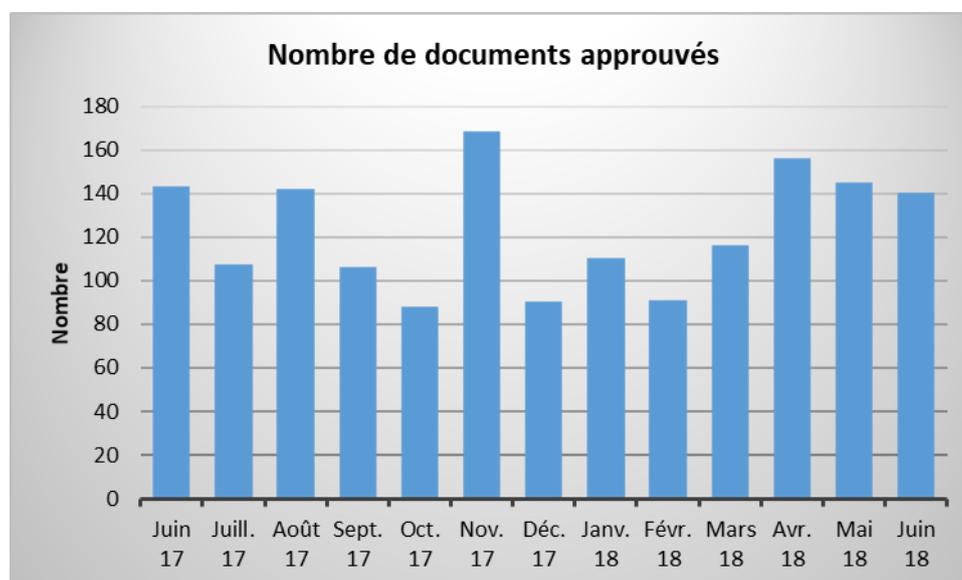
Le nombre des **organismes de titrisation agréés** par la CSSF conformément à la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation s'élevait à **31** unités au 10 juillet 2018.

Supervision publique de la profession de l'audit

La supervision publique de la profession de l'audit couvre, au 30 juin 2018, **59 cabinets de révision agréés** et **305 réviseurs d'entreprises agréés**. S'y ajoutent **31 contrôleurs et entités d'audit de pays tiers** dûment enregistrés en application de la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit.

Prospectus pour valeurs mobilières en cas d'offre au public ou d'admission à la négociation sur un marché réglementé (Partie II et Partie III, Chapitre 1 de la loi relative aux prospectus pour valeurs mobilières)

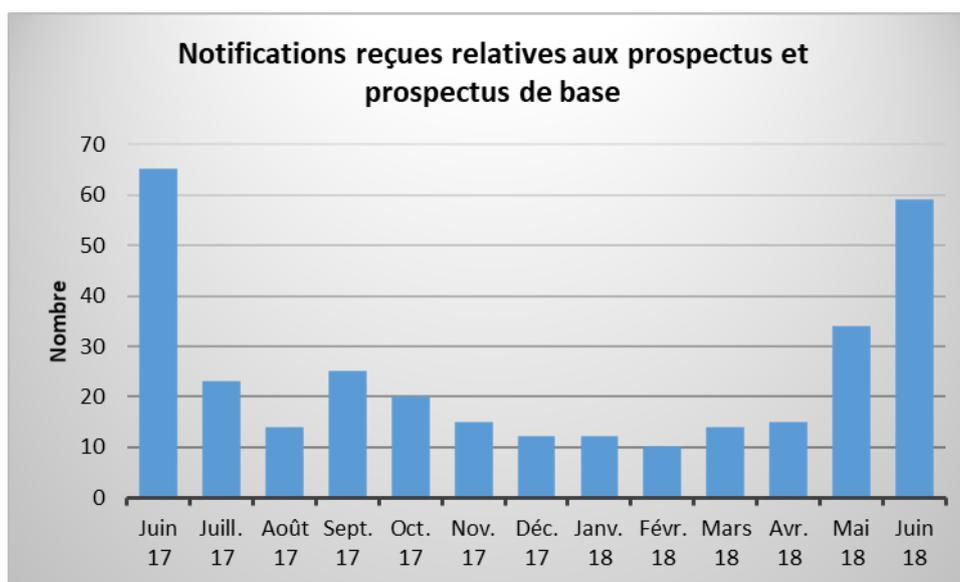
Approbations par la CSSF



Au cours du mois de juin 2018, la CSSF a approuvé sur base de la loi prospectus un total de 140 documents, qui se répartissent comme suit :

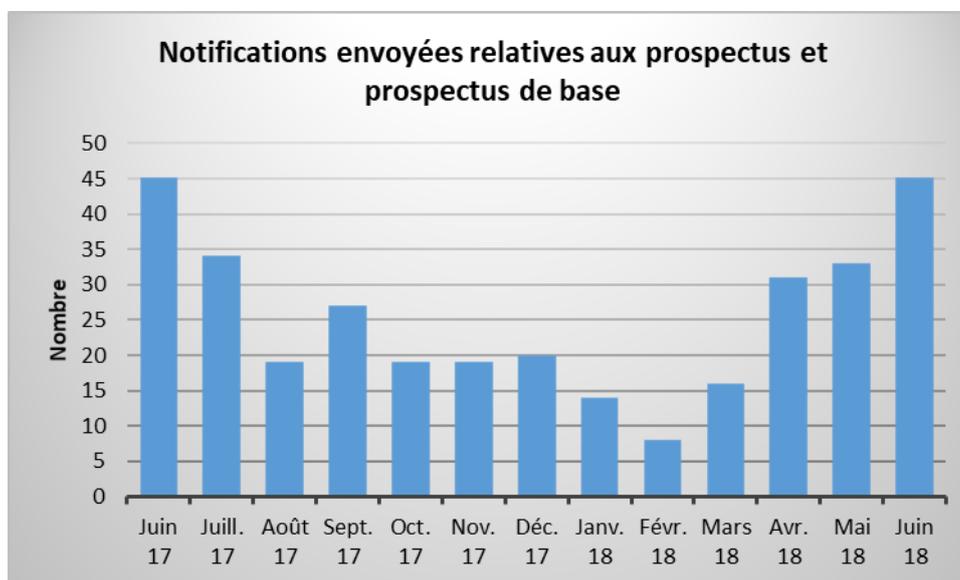
prospectus de base :	58	(41,43 %)
autres prospectus :	23	(16,43 %)
documents d'enregistrement :	1	(0,71 %)
suppléments :	58	(41,43 %)

Notifications reçues par la CSSF de la part des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'EEE



Au cours du mois de juin 2018, la CSSF a reçu de la part des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'Espace économique européen, 59 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base ainsi que 49 notifications relatives à des suppléments.

Notifications envoyées par la CSSF vers des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'EEE



Au cours du mois de juin 2018, la CSSF a envoyé vers des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'Espace économique européen, 45 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base ainsi que 48 notifications relatives à des suppléments⁸.

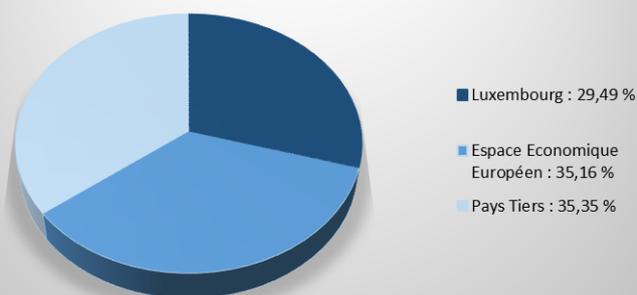
⁸ Ces chiffres correspondent au nombre de prospectus, prospectus de base et suppléments pour lesquels la CSSF a envoyé une ou plusieurs notifications. Dans le cas de notifications envoyées à des dates différentes et/ou dans plusieurs Etats membres, seule la première est prise en compte dans le calcul des statistiques. Ainsi, chaque document notifié dans un ou plusieurs Etats membres n'est compté qu'une seule fois.

Emetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs (la « Loi Transparence »)

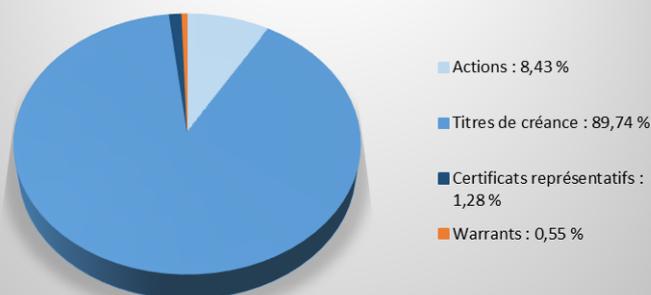
Depuis le 7 juin 2018, trois émetteurs ont désigné le Luxembourg comme Etat membre d'origine pour les besoins de la Loi Transparence. Par ailleurs, cinq émetteurs ont été radiés de la liste du fait qu'ils n'entrent plus dans le champ d'application de la Loi Transparence.

Au 10 juillet 2018, 546 émetteurs sont repris sur la liste des émetteurs dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence et sont donc soumis à la surveillance de la CSSF.

Répartition des émetteurs par pays



Répartition des émetteurs par type de valeur mobilière admise à la négociation



RETRAITS DECIDES PAR LA CSSF

Une décision portant retrait du fonds d'investissement spécialisé BCS MULTIFIZ S.C.A., SICAV-SIF de la liste officielle des fonds d'investissement spécialisés a été prise par la CSSF en date du 18 juin 2018.

Une décision portant retrait du fonds d'investissement spécialisé PRIMATUM FCP SPECIALIZED INVESTMENT FUND de la liste officielle des fonds d'investissement spécialisés a été prise par la CSSF en date du 4 juillet 2018.

Une décision portant retrait de la société de gestion PRIMATUM FUND MANAGEMENT S.A R.L. de la liste officielle des sociétés de gestion agréées suivant le chapitre 16 de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif a été prise par la CSSF en date du 4 juillet 2018.

PLACE FINANCIERE

Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

			Comparaison annuelle
Banques	Nombre (10/07/2018)	139	↘ 2 entités
	Somme des bilans (31/03/2018)	EUR 746,106 mia	↘ EUR 54,032 mia
	Résultat avant provisions (31/03/2018)	EUR 1,278 mia	↘ EUR 129 mio
Etablissements de paiement	Nombre (10/07/2018)	10	↗ 1 entité
Etablissements de monnaie électronique	Nombre (10/07/2018)	5	↗ 1 entité
OPC	Nombre (12/07/2018)	Partie I loi 2010 : 1 846	↘ 42 entités
		Partie II loi 2010 : 303	↘ 35 entités
		FIS : 1 557	↘ 62 entités
		TOTAL : 3 706	↘ 139 entités
	Nombre (09/07/2018)	SICAR : 283	↘ 4 entités
	Patrimoine global net (31/05/2018)	EUR 4 271,025 mia	↗ EUR 314,659 mia
Sociétés de gestion (Chapitre 15)	Nombre (30/06/2018)	205	↗ 1 entité
	Somme des bilans (31/03/2018) ⁹	EUR 14,425 mia	↗ EUR 2,195 mia
Sociétés de gestion (Chapitre 16)	Nombre (30/06/2018)	168	↘ 2 entités
Gestionnaires de FIA	Nombre (12/07/2018)	234	↗ 9 entités
Fonds de pension	Nombre (10/07/2018)	13	↘ 1 entité
Organismes de titrisation agréés	Nombre (10/07/2018)	31	↘ 3 entités
Entreprises d'investissement	Nombre (10/07/2018)	99 dont 6 succursales	↘ 8 entités
	Somme des bilans (31/05/2018)	EUR 1,623 mia	↘ EUR 2,201 mia
	Résultat net provisoire (31/05/2018)	EUR 47,81 mio	↘ EUR 27,75 mio
PSF spécialisés	Nombre (10/07/2018)	110	↘ 4 entités
	Somme des bilans (31/05/2018)	EUR 5,388 mia	↘ EUR 396 mio
	Résultat net provisoire (31/05/2018)	EUR 152,537 mio	↘ EUR 15,554 mio
PSF de support	Nombre (10/07/2018)	77	aucune variation
	Somme des bilans (31/05/2018)	EUR 1,269 mia	↗ EUR 125 mio
	Résultat net provisoire (31/05/2018)	EUR 25,98 mio	↘ EUR 16,16 mio
Emetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence	Nombre (10/07/2018)	546	↘ 90 entités
Supervision de la profession de l'audit	Nombre (30/06/2018)	59 cabinets de révision agréés	↘ 1 entité
		305 réviseurs d'entreprises agréés	↗ 14 personnes
		31 contrôleurs et entités de pays tiers	↘ 9 entités
Emploi (31/03/2018)	Banques	26 331 personnes	↗ 187 personnes
	Sociétés de gestion (Chapitre 15) ⁹	4 460 personnes	↗ 364 personnes
	Entreprises d'investissement	2 077 personnes	↘ 196 personnes
	PSF spécialisés	4 271 personnes	↗ 222 personnes
	PSF de support	10 147 personnes	↗ 1 437 personnes
	Total	47 286 personnes	↗ 2 014 personnes ¹⁰

⁹ Chiffres provisoires¹⁰ Cette évolution ne correspond pas à une création ou perte nette d'emplois, mais comprend des transferts d'emplois existants du secteur non-financier vers le secteur financier et vice versa.